

n'était pas le cas avant. En tant que représentants de notre territoire, nous apportons notre pierre à cet édifice et nous défendons la cause du Fium'Orbu-Castellu auprès de l'exécutif.

Esteban Saldana : La majorité a élaboré un plan, très cohérent, qui reprend plusieurs des propositions que nous faisons lors de la crise de 2015. Je pense notamment à la mise en œuvre d'une politique forte en faveur du tri, au recours éventuel à l'export, à la création de plusieurs centres de stockage. Nous avons fait amender le plan initial qui en prévoyait deux supplémentaires et qui en prévoit aujourd'hui au moins quatre. Nous avons une confiance totale dans les orientations fixées par la CdC et dans le travail du président de l'office de l'environnement.

D'accord, mais c'est encore à la population du Fium'Orbu-Castellu qu'on demande des efforts. Vous trouvez ça normal ?

E.S. : Nous sommes conscients que cela est injuste mais, encore une fois, la situation est différente. La majorité est contre le tout enfouissement, elle ne veut plus que des populations soient pénalisées, elle l'a dit et le répète. Mais surtout, elle met les moyens pour en sortir. L'office de l'environnement a lancé une campagne de recrutement afin de mettre à disposition des collectivités des ingénieurs qui vont les accompagner dans la politique de tri et les aider à améliorer la collecte. Il a aussi été demandé à chacune d'entre elles de proposer des terrains pour abriter de nouveaux centres de stockage, de compostage ou de surtri.

F.B. : François Sargentini a aussi réussi à mettre autour d'une table et à faire travailler ensemble tous les acteurs concernés par ce dossier. Les critiques, il les a entendues. Le cap est fixé à trois ans et

Esteban Saldana et François Benedetti défendent le plan déchets de la majorité territoriale. Et s'interrogent sur les motivations des élus. / PHOTO STÉPHANE GAMANT

pas ad vitam aeternam. Ce plan doit aboutir, sinon chacun en portera la responsabilité. Et je suis persuadé que parmi les élus qui manifestent aujourd'hui, certains ont pour seul objectif d'empêcher la majorité de réussir.

Vous insinuez qu'il s'agit d'une posture ou d'un combat politique ?

F.B. : Je trouve paradoxal que des gens qui ont mis en place la Stoc 1 et la Stoc 2 sur notre territoire deviennent aujourd'hui les champions de la défense de l'environnement. Pendant des années, mon frère d'abord, moi ensuite, avons refusé, en tant que maires de Lugu, d'intégrer une communauté de communes dont l'engagement principal était le traitement des déchets. Nous, nous étions contre l'enfouissement, je le suis toujours et la famille nationaliste ne les a pas attendus pour combattre cette logique. Si nous n'avons pas participé à leurs actions, c'est parce que nous ne croyons pas à la bonne foi de certains.

E.S. : Il y a effectivement de la posture. Et pas de la politique mais de la "pulitichella". Les élus ont demandé des garanties par rapport à la réduction de la durée de vie du site. C'était logique et ils les ont obtenues puisqu'ils continueront à payer le même prix pendant trois ans. Tout le monde aurait compris qu'un territoire qui a fourni tant d'efforts ait droit à quelques compensations. Ou tout au moins à ce que l'on regarde avec plus de bienveillance ses demandes légitimes : la fibre en priorité, des équipements culturels, un meilleur déploiement du réseau mobile, par exemple. Eux, officiellement du moins, ils ne demandent rien. Ils se contentent de bloquer, prenant pertinemment le risque d'être réquisitionnés.

Réquisitionnés. Mais aussi encadrés par quatre camions de gardes mobiles et menacés de sanctions par l'État. Vous, vous ne pouvez pas défendre ça ?

F.B. : La répression, les camions de gardes mobiles, on connaît. Et on a toujours été contre. Nous condamnons les menaces de sanctions contre le président de la communauté de communes. Mais nous n'avons pas, surtout pas, de leçons à recevoir de certains !

E.S. : Aujourd'hui, les élus communautaires doivent prendre position publiquement sur l'avenir. Nous savons, et la population le sait aussi, qu'il existe un profond désaccord entre eux à ce sujet. Même s'ils ont l'air d'avancer ensemble, il y en a qui prônent l'ouverture de la Stoc 3 et d'autres qui y sont totalement opposés. Ils doivent dire la vérité. Nous, nous sommes clairs. Nous sommes pour des structures publiques, à proximité des bassins de gisement ; pour la généralisation de la collecte au porte à porte ; pour un meilleur accompagnement des EPCI. Nous sommes formellement opposés à toute idée de Stoc 3. Et nous le disons haut et fort.

Certains avancent d'autres techniques, la pyrogazéification, par exemple. Vous êtes contre aussi ?

F.B. et E.S. : Oui et pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il s'agit d'une technique expérimentale, sur laquelle on n'a aucun recul en termes de fiabilité et de coût pour le contribuable. Ensuite parce qu'il s'agit ni plus ni moins d'un incinérateur déguisé. Enfin parce que c'est encore un projet privé. Un projet non conforme à l'esprit du plan de la CdC qui privilégie, répétons-le, de petits centres de stockage publics.

PROPOS RECUEILLIS PAR I. V.